



Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne



**SEMINAIRE  
SUR LA CONJONCTURE ECONOMIQUE  
DU 1<sup>er</sup> SEMESTRE 2012  
ET LES PREVISIONS A COURT TERME 2012-2013  
DANS LES ETATS DE L'UEMOA, LA GUINEE ET LA MAURITANIE**

**Bamako, 12 – 16 mars 2012**

**POINTS SAILLANTS DES DISCUSSIONS**

## **Point 1 : Introduction**

Dans le cadre de l'appui à l'analyse de la conjoncture économique et des prévisions à court terme dans les Etats de l'Afrique de l'ouest, un séminaire s'est tenu à Bamako du 12 au 16 mars 2012, dans les locaux d'AFRISTAT. Ce séminaire est organisé conjointement par AFRISTAT et la Commission de l'UEMOA.

Chaque Etat était représenté par deux spécialistes : un en analyse conjoncturelle et un en prévision économique. La Commission de l'UEMOA, la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED), la Banque centrale de Guinée (BCRG), la Banque centrale de Mauritanie (BCM) et l'AFRITAC de l'ouest ont également participé au séminaire. La liste des participants figure en annexe.

Les allocutions d'ouverture des travaux ont été prononcées par Monsieur Aba CAMARA, représentant le Directeur de la prévision et des études économiques de la Commission de l'UEMOA, et par Monsieur Cosme VODOUNOU, Directeur général d'AFRISTAT. Ils ont mis l'accent sur l'importance de la tenue de ce séminaire dans le cadre du thème central « la crise des dettes souveraines ».

L'ordre du jour et le programme de travail ont été présentés et adoptés (cf. annexe).

Les recommandations prises lors du séminaire de mars 2010 ont été abordées et chaque participant a exposé sur les mesures prises depuis deux ans dans son service (cf. annexe)

## **Point 2 : Objectifs du séminaire :**

Ce séminaire visait un objectif, à la fois pédagogique et opérationnel. Il s'agissait d'exposer les résultats de chaque pays sur le suivi conjoncturel du début 2012 et les prévisions économiques à court terme 2012-2013, ainsi que de poursuivre et d'approfondir les rapprochements, tant du point de vue de la méthode de projection que des données exogènes utilisées.

En outre, le thème d'actualité « la crise des dettes souveraines » avait pour objectif de renforcer la capacité des participants à repérer, dans la conjoncture, les éléments qui permettent d'évaluer ses effets à court terme sur les économies nationales et sous régionales.

## **Point 3 : Déroulement du séminaire**

Les débats ont été animés par les experts d'AFRISTAT et de la Commission de l'UEMOA, les présidences et les secrétariats de séance ont été assurés par les participants.

### **3.1. Session 1 : La problématique des dettes souveraines**

Six présentations ont été faites par AFRISTAT, la BCEAO, l'UEMOA, la CNUCED et l'AFRITAC de l'ouest.

#### **a) La problématique de la dette souveraine - présenté par AFRISTAT**

La crise financière de 2007-2009 (crise des subprimes) a entraîné une dégradation de la situation financière des banques détenant des actifs à haut risque, avec menace de faillite. Le sauvetage des banques par les Etats a entraîné une importante dégradation de leurs finances publiques avec :

- un important déficit budgétaire ;
- une dette publique croissante difficile à rembourser.

La crise des dettes souveraines est ainsi une crise de solvabilité des Etats dans une spirale auto réalisatrice. L'une des causes de la crise est la panique des marchés qui ont tendance à abandonner les pays défaillants au profit des autres. La zone euro est au centre de cette crise qui frappe plusieurs de ses pays.

Enfin, quelques réflexions ont été émises sur la gestion de la crise. Enfin il a été présenté l'évolution historique du taux d'endettement des pays membres d'AFRISTAT, de la zone euro et d'autres pays avancés illustrant ainsi les conséquences budgétaires sur les Etats des différentes crises économiques et militaires de l'histoire.

#### **b) Allègement de la dette souveraine : les initiatives du FMI et des créanciers en faveur des pays les plus pauvres - présenté par AFRISTAT**

Les événements mondiaux des années 70 et 80, ont fortement contribué à l'endettement des pays les plus pauvres. Les guerres civiles interminables, les politiques économiques faibles et la mauvaise gestion des affaires publiques sont les principaux facteurs internes qui ont joué un rôle dans l'endettement.

Face à cela le FMI a utilisé plusieurs méthodes pour résoudre le problème de la dette dans le temps :

- le rééchelonnement des paiements ;
- les réductions de dette ;
- l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés dont l'objectif est de rendre supportable le service de la dette, sous l'effet conjugué de politiques saines, d'un allègement généreux et de nouveaux apports d'aide ;
- la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) dont l'objectif est de favoriser une large participation et une meilleure appropriation du programme par les pays.

Les créanciers et donateurs bilatéraux sont les principaux financiers de l'initiative et jouent par conséquent un rôle crucial.

En 2005, en vue d'accélérer les progrès vers la réalisation des OMD des Nations Unies, l'initiative PPTE a été complétée par l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM).

L'IADM prévoit l'allègement de la totalité des dettes admissibles par trois institutions multilatérales — le FMI, la Banque mondiale et le Fonds africain de développement (FAD) — pour les pays parvenus au bout du processus de l'initiative PPTE.

L'allègement de la dette libère des ressources pour les dépenses sociales.

c) **La crise de la dette souveraine en Europe et aux Etats-Unis : impact sur les perspectives économiques a court terme des pays de l'UEMOA - présenté par la BCEAO**

**Origines et manifestations de la crise de la dette publique dans la Zone euro et aux Etats-Unis**

L'origine de l'aggravation de l'endettement des pays industrialisés remonte à la période de la crise financière internationale (2007-2008), où les pays occidentaux ont consenti des efforts budgétaires importants, notamment pour sauver les institutions financières de taille systémique et permettre à leur économie de sortir de la récession.

Avec des niveaux d'endettement élevés et face aux atermoiements des décideurs politiques pour stabiliser voire réduire le ratio de la dette sur le PIB, la solvabilité des Etats industrialisés est devenue le principal point d'inquiétude des marchés financiers, laissant entrevoir d'importants risques de krach boursier.

La matérialisation de ces risques a été précipitée par la décision de l'agence de notation financière Standard and Poor's, en date du 5 août 2011, de dégrader la note de la dette souveraine des Etats-Unis ainsi que par le doute des investisseurs sur la crédibilité du plan de sauvetage de la Grèce arrêté par les autres Etats membres de l'Union européenne. A l'annonce de cette décision, la panique s'est emparée des investisseurs, qui ont cédé massivement des titres, entraînant une chute des places boursières et une volatilité accrue sur les marchés des changes.

**Impacts prévisibles de la crise de la dette souveraine sur l'UEMOA**

***Effets sur le système bancaire et financier de l'Union :***

Les banques des pays industrialisés étant fortement exposées à la dette publique de la zone euro, les turbulences observées sur les marchés ont fragilisé leur situation financière avec un risque de répercussion sur les banques de l'Union, à travers une dégradation des relations de correspondance, en particulier des conditions de financement des opérations commerciales avec l'extérieur. Les lignes de crédit consenties aux banques de l'UEMOA pourraient ainsi diminuer et les conditions financières attachées à leur mobilisation se durcir. En outre, les effets de la crise pourraient se manifester par :

- Un risque d'aggravation de la vulnérabilité du secteur bancaire du fait de la concentration du portefeuille des banques de l'Union sur le financement de certains produits de base (bois, cacao et coton), dont les cours pourraient connaître une baisse prolongée
- Un risque de durcissement des conditions d'octroi de crédits, notamment aux secteurs tournés vers l'exportation, ainsi qu'un ralentissement du rythme de progression des crédits à l'économie.

- Un risque sur les activités des banques de l'Union filiales des groupes bancaires les plus exposés à la dette souveraine en zone euro

### ***Effets sur le secteur réel :***

Le regain d'activité entrevu en 2012 au niveau de l'UEMOA reste sous la menace d'une dégradation des perspectives économiques au sein de la zone euro.

Au titre du commerce extérieur, la crise de la dette souveraine en zone euro pourrait affecter les pays de l'Union à travers la baisse des exportations, en raison de la contraction de la demande extérieure, ainsi que la chute des cours des produits exportés. La conjugaison de ces deux effets se traduirait par une réduction des perspectives économiques des Etats membres de l'Union.

Les flux financiers, principalement les investissements directs étrangers, les investissements de portefeuille, l'aide publique au développement et les transferts des migrants, en direction des pays de l'Union pourraient diminuer, en raison des mesures d'austérité que la crise de la dette souveraine impose aux pays industrialisés.

### **Conclusion**

La crise de la dette souveraine a connu plusieurs mutations et dans sa phase actuelle est principalement localisée en Europe. La situation reste fragile et laisse planer de fortes incertitudes sur les marchés de capitaux et de changes internationaux, ainsi que sur la croissance de l'économie mondiale. L'enjeu à court terme est la reconstruction rapide de la confiance des marchés dans la gestion macroéconomique notamment en Europe pour éviter le prolongement de la spirale récessive dans cette région au-delà de 2012.

Ainsi, les risques d'un ralentissement de l'activité mondiale demeurent réels et pourraient entraîner une baisse de la demande étrangère, des cours des matières premières exportées, ainsi que de la croissance économique dans l'Union.

Selon les dernières estimations, l'impact de la crise sur les économies des Etats membres de l'UEMOA reste encore peu important. L'analyse de la santé financière des filiales des groupes bancaires français montre que celles-ci affichent des performances appréciables à l'échelle de l'Union, avec des niveaux de liquidités confortables. Les cours des matières premières exportées par les pays de l'Union, bien qu'en baisse, restent encore suffisamment favorables pour stimuler la production dans l'Union. Il est cependant à craindre une contraction de l'aide publique au développement, en raison des politiques budgétaires des principaux pays donateurs visant une réduction importante des dépenses publiques.

Dans ce contexte, il apparaît urgent pour les Etats membres de l'Union, de mettre en œuvre les mesures ci-après :

- un renforcement de la discipline budgétaire au sein des Etats, au regard de la baisse prévisible du volume de l'aide publique au développement et des recettes d'exportation ;
- un accroissement des efforts de mobilisation de l'épargne intérieure pour le financement des investissements ;
- une diversification de la base productive, des produits exportés et des partenaires commerciaux ;
- une politique renforcée de soutien à la croissance économique.

**d) Crise de la dette souveraine: Quels défis pour les pays de l'UEMOA, de la Guinée et de la Mauritanie - présenté par l'AFRITAC de l'ouest**

La situation actuelle de l'endettement des pays correspond à plusieurs caractéristiques :

- La dette publique des pays est restée soutenable avec de nouvelles accumulations de dettes dans certains pays. Cette accumulation ainsi que le retard dans la mise en œuvre des réformes fragilisent la viabilité.
- Il y a une mutation progressive du portefeuille de la dette de certains états du fait du recours croissant à de nouveaux instruments de financement (notamment du marché)

Face à des besoins d'investissement de plus en plus importants, les Etats Utilisent d'autres sources et opportunités de financement.

Les défis actuels que les pays doivent relever en sont les suivants :

- adopter un cadre formel pour définir les orientations de la politique en matière d'endettement ;
- mettre en place une gouvernance et une stratégie de gestion de la dette ;
- faire une coordination effective de la gestion de la dette avec les politiques budgétaire et monétaire ;
- mettre en place des outils de suivi qui tiennent compte de la nouvelle structure du portefeuille de la dette publique dans les pays ;
- fiabiliser et sécuriser les données de la dette publique.

**e) Impact de la crise mondiale sur les économies de l'UEMOA - Faits stylisés et simulation à l'aide d'un MEGC – présenté par la Commission de l'UEMOA**

Cette présentation se propose de faire le point sur la crise financière et économique internationale de 2008 qui a affecté les pays industrialisés tant dans leur système bancaire et financier que dans leur activité économique réelle ainsi que des conséquences possibles sur les économies de la zone. Quatre sections sont discutées.

Dans une première section, on détaille le scénario de la crise qui, de crise financière localisée sur le marché US s'est rapidement transformée en crise de l'économie réelle, puis propagée en crise des dettes souveraines des principaux pays industrialisés.

Dans une deuxième section, on s'attache à comprendre les raisons de la crise, en particulier on replacera cette crise dans le contexte de la dérégulation financière qui s'est progressivement imposée à tous les pays depuis la fin des années quatre-vingt dix qui s'est traduit par la fin de la séparation entre établissements de dépôts et établissements d'affaire, par le développement néfaste de l'innovation financière, enfin la difficile évaluation des risques par les établissements financier.

Une troisième section précise l'impact de la crise sur les économies de la zone UEMOA en s'attachant à comprendre quels sont les canaux de transmission de cette crise. Un canal commercial ainsi qu'un canal financier ont été identifiés à partir desquels un certain nombre de faits stylisés sont présentés. Il est relevé que si, pour l'heure l'impact de la crise ne s'est fait que peu ressentir, les conséquences de la crise des dettes souveraines risquent de peser sur les programmes d'aide que les économies avancées allouent aux Etats membres de la zone.

Dans une quatrième et dernière section on simule à l'aide d'un modèle d'Equilibre Général Calculable représentant l'économie du Mali, l'impact d'un choc sur l'aide et l'on étudie les conséquences de la diffusion d'un tel choc à l'ensemble de l'économie malienne.

#### **f) Le programme Système de Gestion et Analyse de la Dette – SYGADE présenté par la CNUCED**

L'objectif général du Programme SYGADE (DMFAS Programme en anglais) est de renforcer la capacité des pays en développement à gérer leur dette de manière efficace et viable de façon à soutenir la réduction de la pauvreté, le développement économique et la bonne gouvernance.

Pour cela, le Programme SYGADE offre aux pays un ensemble de solutions qui ont fait leurs preuves à long terme pour les aider à améliorer leur capacité de maîtriser la gestion opérationnelle et quotidienne des engagements financiers de l'État et à établir des statistiques fiables sur la dette, à des fins d'élaboration des politiques. Ces solutions comprennent un logiciel spécialisé de gestion de la dette – le logiciel SYGADE – des services consultatifs et des activités de formation dans le domaine de la gestion de la dette. Ces produits et ces services sont constamment mis à jour en fonction des nouvelles exigences des pays et conformément aux meilleures pratiques en matière de gestion de la dette.

Le logiciel SYGADE est conçu pour enregistrer, surveiller et analyser la dette. Habituellement installé au sein du ministère des finances et/ou de la Banque centrale, il permet de gérer la dette publique extérieure et intérieure (y compris les prêts et les titres de créance), qu'il s'agisse de la dette publique à court, moyen ou long terme. Il permet également d'enregistrer la dette privée ainsi que les dons et les opérations de rétrocession.

### **3.2. Session 2 : Diagnostic conjoncturel au premier semestre 2012 et prévisions économiques 2012-2013 dans les Etats**

AFRISTAT a présenté l'état de l'environnement international à partir des informations issues de sa base de données conjoncturelles.

La fin 2011 confirme le repli des cours.

Sur la période :

- la crise de la dette souveraine dans la zone euro et ses risques de contagion à l'économie américaine ont affecté la demande et renforcé la frilosité des acteurs du marché ;
- le marché des matières premières reste soumis à des tensions : la volatilité des cours demeure plus que jamais d'actualité ;
- dans un contexte de défiance boursière et de craintes obligataires, les investisseurs persistent à considérer les matières premières comme une valeur refuge.

Pour 2012 :

- concernant la demande, les perspectives économiques des pays émergents rassurent (+ 8 % de croissance prévue en Chine). Ces pays consomment désormais plus de la moitié des matières premières ;
- pour ce qui est de l'offre, les incertitudes au Moyen-Orient, l'augmentation des tensions sociales dans les mines et les perturbations météorologiques nourrissent les inquiétudes des investisseurs.

Les délégations des dix pays participants ont ensuite, à tour de rôle, présenté l'état actuel de la conjoncture économique de leur pays et le cadrage macroéconomique pour la période 2012-2013. Ces présentations ont inclus, dans la plupart des pays, les révisions des prévisions pour ces deux années au cours des derniers mois.

Un résumé des présentations par pays se trouve dans le rapport de synthèse.

### **3.3. Session 3 : Conjoncture économique et prévision vues par les organisations sous régionales et internationales**

Deux présentations, de l'UEMOA et de la BCEAO ont été faites sur ce thème.

La Commission de l'UEMOA a présenté la synthèse 2011 de l'état de l'économie des huit pays membres, puis leur situation vis-à-vis des critères de convergence.

En 2011, à l'exception de la Côte d'Ivoire, tous les Etats ont enregistré une croissance supérieure à la croissance régionale

En 2012, avec le redressement économique en cours en Côte d'Ivoire, le taux de croissance attendu pour l'Union est de 6,6%.

Dans ces conditions, les performances des Etats, dans le domaine de la convergence, pourraient être meilleures.

Les performances des Etats ne sont pas suffisantes pour conduire l'Union en phase de stabilité alors que l'horizon de convergence est prévu pour 2013.

La BCEAO a retracé les principaux éléments de la conjoncture à fin 2011 dans les pays de l'UEMOA, en mettant l'accent sur les secteurs d'activité, les prix à la consommation, le secteur bancaire et les évolutions monétaires. Elle a ensuite donné les perspectives économiques des pays de l'union pour 2012 et 2013.

### **3.4. Session 4 : Synthèse de la conjoncture économique du premier semestre et les prévisions 2012-2013**

Un tableau d'informations statistiques proposé par AFRISTAT a été renseigné par les pays pour la période 2011- 2013.

A partir de ces informations, les participants ont contribué à l'élaboration de la note de synthèse sous-régionale.

## **Point 4. Recommandations du séminaire**

Les participants ont par ailleurs formulé les nouvelles recommandations suivantes :

### **Aux participants**

- continuer d'améliorer les techniques de présentation des interventions ;
- respecter le canevas fourni par AFRISTAT pour mener à bien les exercices demandés.



## **Aux INS et aux directions de la prévision**

- organiser des ateliers de restitution des séminaires d'AFRISTAT dans les services (INS et Directions de la prévision) afin de faire profiter l'ensemble des agents des enseignements apportés pendant les sessions ;
- poursuivre le renforcement en moyens humains et matériels des services en charge de la collecte et de l'analyse conjoncturelles ;
- transmettre régulièrement aux Institutions sous-régionales et internationales, les publications de conjoncture et de prévision économiques ;
- mettre en place dans les Etats, où ceci n'est pas encore fait, les indicateurs de suivi conjoncturel, en vue d'améliorer leurs diagnostics (en particulier des indicateurs synthétiques et avancés de suivi de la conjoncture) ;
- développer des partenariats entre les INS, les Directions de prévision, les Banques Centrales et les structures productrices de données ;
- prendre des dispositions pour s'assurer d'une mise à jour régulière des bases de données conjoncturelle et structurelle dans les Etats ;
- réduire les délais de publication des indicateurs infra annuels ;
- accélérer la mise en place ou la rénovation des modèles de projection macro économique à court terme.

## **A AFRISTAT**

- organiser des ateliers thématiques en vue de permettre aux participants d'améliorer leurs compétences en synthèse conjoncturelle, notamment un atelier thématique sur les indicateurs du secteur tertiaire ;
- organiser des ateliers de formation et d'échanges pour l'amélioration des techniques de prévision ;
- améliorer le contenu de la base de données conjoncturelle ;
- appuyer les Etats à mettre en place des notes de prévision.

## **Aux organisations sous-régionales et internationales**

- à la Commission de l'UEMOA, mettre en place des programmes de renforcement des capacités en techniques de prévision et d'analyse conjoncturelle ;
- à la Commission de l'UEMOA, organiser des séminaires opérationnels sur la conjoncture économique et les prévisions à court terme, avec l'appui d'AFRISTAT, au second semestre ;
- aux Banques centrales, de procéder à la collecte et la diffusion des statistiques infra annuels sur les transferts des migrants ;

- aux Banques centrales, de réduire les délais de validation et de publication des statistiques monétaires.

**Point 5. Remerciements**

Les participants remercient tous ceux qui ont contribué à la réussite de ce séminaire, notamment AFRISTAT et la Commission de l'UEMOA pour la qualité de leur organisation, et le financement du séminaire.

Bamako, le 16 mars 2012

---

## ANNEXES

### Réponses des participants sur les projets en cours dans les services de conjoncture et de prévisions macroéconomiques en mars 2012

Bénin :

Service de prévision : appui de la GIZ pour le renforcement des services de conjoncture et de prévision ; amélioration du modèle de prévision (prix)

Conjoncture : publication de la nouvelle note de conjoncture ;

Burkina-Faso :

Production de l'IPI et des soldes d'opinion depuis 2011

Amélioration du modèle de prévision de la GIZ

Côte-d'Ivoire :

Début de mise en place d'un modèle de projection (1 module macro-économétrique et un module MEGC)

Elaboration d'un modèle de trimestrialisation des secteurs économiques sous Excel.

Guinée-Bissau :

Problèmes financiers pour collecter les données conjoncturelles.

Guinée

Besoin d'appui pour mettre en place un modèle de prévision à court terme

Projet d'un bulletin d'information rapide basé sur des enquêtes d'opinion.

Mali

Un projet en cours : rénovation de la base de l'IHPI, puis mise en place d'un IHPI

Mauritanie

Mise en place en cours d'un ICC ;

Projet de mise en place du nouvel IHPI et d'un IPPI

Finalisation d'un modèle de programmation financière

Mise en place d'une note de prévision semestrielle

Niger

Projet de mise en place d'un tableau de bord conjoncturel ; projet d'amélioration de la note de conjoncture

Réflexion sur la mise en place d'un ICC.

Amélioration du modèle de moyen terme et mise en place d'un modèle de micro-simulation.

Sénégal

Projet de mise en place d'un MEGC (volet statique réalisé)

Togo

Projet d'amélioration du modèle de prévision à court terme (Ponty)

Mise en place d'un indice mensuel de la production industrielle

UEMOA

Mise en place d'un MEGC dans les 4 derniers pays

Atelier de conjoncture et prévision au second semestre.

AFRISTAT

Mise en place des indices de prix de production dans les Etats membres

La base de données conjoncturelles continue d'être améliorée. AFRISTAT demande aux Etats membres qui ont des besoins précis en matière de séries conjoncturelles de les signaler à AFRISTAT pour constituer ces séries et les mettre en ligne.

Pour les appuis ponctuels dans les Etats, AFRISTAT demande aux participants de demander à leur hiérarchie d'adresser à chaque fin d'année une lettre à la Direction générale d'AFRISTAT pour faire un état justifié des besoins d'appui.

---

**Séminaire sur la conjoncture économique du 1er semestre 2012 et les prévisions à court terme dans les Etats de l'UEMOA, en Guinée et en Mauritanie**  
**Bamako - 12 au 16 mars 2012**

**PROJET DE PROGRAMME DE TRAVAIL DU SEMINAIRE**

<b>Lundi 12 mars</b>		
<b>MATIN</b>	<b>Présidence : AFRISTAT et UEMOA</b>	
08H 45 - 9H15	Installation des participants	
09H15 - 09H 30	Allocution de la Commission de l'UEMOA	
	Ouverture du séminaire par le Directeur général d'AFRISTAT	
09H 30 - 10H 00	Présentation et adoption du programme de travail	TOUS
10H 00 - 10H 30	Pause café	
	<b>Session 1 la problématique des dettes souveraines</b>	
	<b>Présidence et secrétariat : UEMOA ; Burkina-Faso</b>	
	<i>Présentations techniques</i>	
10H30 - 11H 00	La problématique des dettes souveraines	AFRISTAT
11H00 -11H 30	Impact de la crise de la dette sur les perspectives à court terme des pays de l'UEMOA	BCEAO
11H 30 -12H 00	Impact de la crise sur les économies de l'UEMOA : évaluation d'impact à l'aide d'un MEGC	UEMOA
12H 00 -12H 30	Débat	
<b>APRES-MIDI</b>	<b>Présidence et secrétariat: BCEAO; Mali</b>	
	<i>Présentations techniques</i>	
14H 30 -15H 00	Problématique de la dette : présentation de la CNUCED	CNUCED
15H 00 -15H 15	Allègement de la dette : les initiatives en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE)	AFRISTAT
15H 15 -15H 30	Crise de la dette souveraine : quels défis pour les pays de l'UEMOA, la Guinée et la Mauritanie	AFRITAC-Ouest
15H 30 -16H 15	Débat	
16H 15 - 16H 30	Pause café	
	<b>Session 2 Diagnostic conjoncturel au premier semestre 2012 et prévisions 2012-2013 dans les Etats</b>	
	<i>Présentation technique</i>	
16H 30 - 17H 00	L'environnement international dans la base de données d'AFRISTAT	AFRISTAT
17H 00 - 18H 00	Débat	
18H30	COCKTAIL (Jardins d'AFRISTAT)	

**Mardi 13 mars**

	<b>Présidence et rapporteur : Sénégal, Togo</b>	
<b>MATIN</b>	<i>Présentations techniques</i>	
8H 30 -9H 00	Conjoncture 1er semestre 2012 et prévision économique 2012-2013 <i>Les grandes tendances conjoncturelles actuelles, hypothèses et prévisions pour 2012-2013</i>	BENIN
9H 00 -9H30	Débat	
9H 30 -10H00	Conjoncture 1er semestre 2012 et prévision économique 2012-2013 <i>Les grandes tendances conjoncturelles actuelles, hypothèses et prévisions pour 2012-2013</i>	BURKINA FASO
10H 15 - 10H30	Pause café	
10H 30 - 11H 00	Débat	
11H 00 - 11H 30	Conjoncture 1er semestre 2012 et prévision économique 2012-2013 <i>Les grandes tendances conjoncturelles actuelles, hypothèses et prévisions pour 2012-2013</i>	CÔTE-D'IVOIRE
11H30 - 12H 00	Débat	
12H 00 - 12H 30	Conjoncture 1er semestre 2012 et prévision économique 2012-2013 <i>Les grandes tendances conjoncturelles actuelles, hypothèses et prévisions pour 2012-2013</i>	GUINEE-BISSAU
<b>APRES-MIDI</b>	<b>Présidence et rapporteur : Guinée, Mauritanie</b>	
14H 30 - 15H 00	Débat	
15H 00 - 15 H 30	Conjoncture 1er semestre 2012 et prévision économique 2012-2013 <i>Les grandes tendances conjoncturelles actuelles, hypothèses et prévisions pour 2012-2013</i>	MALI
15 H30 - 16H 00	Débat	
16H00 - 16H 15	Pause café	
16H 15 -16H 45	Conjoncture 1er semestre 2012 et prévision économique 2012-2013 <i>Les grandes tendances conjoncturelles actuelles, hypothèses et prévisions pour 2012-2013</i>	NIGER
16H 45 - 17H 15	Débat	

**Mercredi 14 mars**

<b>MATIN</b> 8H30 - 9H 00	<b>Présidence et rapporteur : Bénin, Côte-d'Ivoire</b> Conjoncture 1er semestre 2012 et prévision économique 2012-2013 <i>Les grandes tendances conjoncturelles actuelles, hypothèses et prévisions pour 2012-2013</i>	SENEGAL
9H 00 - 9H 30 9H 30 - 10H 00	Débat Conjoncture 1er semestre 2012 et prévision économique 2012-2013 <i>Les grandes tendances conjoncturelles actuelles, hypothèses et prévisions pour 2012-2013</i>	TOGO
10H00 - 10H 30	Débat	
10H30 - 10H 45	Pause café	
10H 45 - 11H 15	Conjoncture 1er semestre 2012 et prévision économique 2012-2013 <i>Les grandes tendances conjoncturelles actuelles, hypothèses et prévisions pour 2012-2013</i>	GUINEE
11H 15 - 11H 45	Débat	
11H 45 - 12H15	Conjoncture 1er semestre 2012 et prévision économique 2012-2013 <i>Les grandes tendances conjoncturelles actuelles, hypothèses et prévisions pour 2012-2013</i>	MAURITANIE

<b>APRES-MIDI</b> 14H30 - 15H 00	<b>Présidence et rapporteur : AFRISTAT, Niger</b> Débat	
<b>Session 3 Conjoncture économique vue par les organisations sous- régionales et internationales</b>		
Présidence et rapporteur : AFD, Mali		
15H 00 - 15H30 15H 30 - 16H 00	Conjoncture régionale présentée par la BCEAO Débat	
16H 00 - 16H15	Pause café	
16H 15 - 17H 00 17H 00 - 17H 30	<i>Conjoncture régionale vue par la Commission de l'UEMOA : critères de convergence, surveillance multilatérale</i> Débat	Commission UEMOA

**Jeudi 15 mars**

<b>Session 4 Synthèse de la conjoncture économique du premier semestre 2012 et les prévisions 2012-2013, et premiers enseignements tirés de la crise</b>		
Présidence et rapporteur : AFRISTAT, UEMOA		
8H 30 - 9H45	Elaboration des tableaux de synthèse	
9H 45 - 10H 00	Pause café	
10H 00 - 10H 45 11H 45 - 12H 30	Elaboration des tableaux de synthèse (suite) Rédaction de la note de synthèse régionale	

<b>APRES-MIDI</b> 14H 30 - 15H 00	<b>Présidence et rapporteur : BCEAO, AFRISTAT</b> Rédaction de la note de synthèse régionale (suite)	
16 H 00 - 16H 15	Pause café	
16H 15 - 17 H 30	Etat des lieux et mise en œuvre des recommandations passées	TOUS

**Vendredi 16 mars Session 5 Questions et présentations diverses, adoption du rapport administratif**

<b>MATIN</b> 09h00 - 10H30	<b>Présidence et rapporteur : AFRISTAT, UEMOA</b> Rédaction et adoption du compte-rendu administratif et des recommandations	TOUS
10H 30 - 10H 45	Pause café	
10H 45 - 12H 00 12H 00	Rédaction et adoption du compte-rendu administratif et des recommandations (suite) Clôture du séminaire	TOUS

## LISTE DES PARTICIPANTS

PAYS	INSTITUTION	Nom des Participants	Titre	Téléphone	Télécopie	Adresse électronique
<b>INVITES PAYS MEMBRES UEMOA</b>						
BENIN	INSAE	KAKPO Eliakim	Chef du service des statistiques	+229 - 95 87 81 02	+229 - 21 30 82 46	<a href="mailto:kakpoeiakim@yahoo.fr">kakpoeiakim@yahoo.fr</a>
BENIN	MEF / Direction de la Prévision et de la Conjoncture	IDOHOU Adéchina Elie	Chargé des travaux de cadrage et de prévision économique	(229) 21 30 06 73 / 97 87 22 02 / 95 32 18 98	+229 - 21 30 82 46	<a href="mailto:maidohouz@yahoo.fr">maidohouz@yahoo.fr</a>
BURKINA FASO	INSD	SANA Abdoul Aziz	Chef du service de la prévision économique	+226 70 64 71 73	+226 50 31 54 10	<a href="mailto:letigre2as@yahoo.fr">letigre2as@yahoo.fr</a>
BURKINA FASO	DPAM / DGEP	KABORE Barbi	Chef du service de la prévision et de l'analyse	+226 78 85 42 03	+226 50 37 62 26	<a href="mailto:kaborebarbi@yahoo.com">kaborebarbi@yahoo.com</a>
COTE D'IVOIRE	MEF / DCPE	COMARA Kramoko	Cadre statisticien économiste	+225 - 08 69 36 00 +225 - 20 21 75 79	+225 - 20 22 54 55	<a href="mailto:comaradekram@yahoo.fr">comaradekram@yahoo.fr</a>
COTE D'IVOIRE	MEF / DCPE	KOFFI Mariette Sylvie	Chef de service de l'analyse conjoncturelle	+225 - 08 65 18 13 +225 - 20 21 75 79	+225 - 20 22 54 56	
GUINEE BISSAU	MEPIR / INE	Berzelio Rofino MINCEU	Technicien aux comptes nationaux	+245 - 20 54 57/59	+245 - 20 54 58	<a href="mailto:berzeliorofino@hotmail.com">berzeliorofino@hotmail.com</a>
GUINEE BISSAU	MEPIR / INE	Mussa SAMBI	Chef du service d'analyse et prévision économique	+245 - 20 54 57/59		<a href="mailto:m.sambi@hotmail.com">m.sambi@hotmail.com</a>
MALI	INSTAT	Séïdina Oumar MINTA	Chef de division des statistiques de la conjoncture	+223 - 20 22 24 55 +223 - 20 22 48 73 +223 - 76 33 40 37	+223 - 20 22 71 45	<a href="mailto:mintaseidinaoumar@yahoo.fr">mintaseidinaoumar@yahoo.fr</a>
MALI	MEF / DNPDP	Alassane Makan DEMBELE	Chef de section prévision et suivi de l'environnement économique	+223 - 20 22 57 53 +223 - 20 22 53 39 +223 - 66 84 32 04	+223 - 20 22 77 16	<a href="mailto:aladembele@yahoo.fr">aladembele@yahoo.fr</a>
NIGER	INS	AMADOU Mamane Issaka	Cadre chargé de l'élaboration de la note de conjoncture	+227 - 20 72 35 60	+227 - 20 72 21 74	<a href="mailto:iamadou@ins.ne">iamadou@ins.ne</a>
NIGER	MF / DGEP	Hamado GANI	Chargé des prévisions macroéconomiques	+227 - 72 32 28	+227- 72 22 89	
SENEGAL	MEF / DPEE	DIONE Djibril	Chef de la division des projections macroéconomiques	+221 - 824 90 01 +221 - 824 90 03	+221 - 824 90 03	<a href="mailto:djibrildione@yahoo.fr">djibrildione@yahoo.fr</a>
SENEGAL	MEF / DPEE	Sylvain Pierre NDIONE	Chef du bureau de la conjoncture intérieure	+221 - 824 90 01 +221 - 824 90 03	+221 - 824 90 03	<a href="mailto:moussa.thiam@ansd.sn">moussa.thiam@ansd.sn</a>
TOGO	MEF / Direction de l'économie	BOUARE Kname	Chef de la section prévision	+228 90 08 66 36		<a href="mailto:boukin19@yahoo.fr">boukin19@yahoo.fr</a>
TOGO	MEF / Direction de l'économie	Apéou Gbélé TCHAKALA	Chef de la division Etudes économiques et statistiques financières	+ 228 90 19 79 77		<a href="mailto:tchakapeou@yahoo.fr">tchakapeou@yahoo.fr</a>

<b>INVITES PAYS NON MEMBRES UEMOA</b>						
GUINEE	MEF / DNEEP	Emmanuel SOSSOUADOUNO	Chef division de la conjoncture	+224 60 29 42 26		<a href="mailto:emasoya@yahoo.fr">emasoya@yahoo.fr</a>
GUINEE	MEF / DNEEP	Joachim LAMA	Directeur national	+224 60 20 20 58		<a href="mailto:joachim.lama@yahoo.fr">joachim.lama@yahoo.fr</a>
MAURITANIE	ONS	WONE Abdoulaye Alpha	Chef du service de la conjoncture et des enquêtes économiques.	+222 - 525 39 26 Cell : +222 - 686 52 79	+222 - 525 39 26	<a href="mailto:alpha-wone@yahoo.fr">alpha-wone@yahoo.fr</a>
MAURITANIE	MAED / DGPESD	Ahmed Taki Ould Mohamed	Chef du service de la prévision	+222 36 32 56 59	+222 - 525 75 41	<a href="mailto:ahmed_taki@yahoo.fr">ahmed_taki@yahoo.fr</a>
<b>INSTITUTIONS PARTENAIRES</b>						
BURKINA FASO	Commission de l'UEMOA	Aba CAMARA	Chargé des études et des statistiques économiques	+226 50 31 88 73 +226 78 88 59 79	+226- 50 31 88 72	<a href="mailto:aba.camara@uemoa.int">aba.camara@uemoa.int</a>
BURKINA FASO	Commission de l'UEMOA	Laurent MATHIEU	Conseiller technique du Commissaire	+226 78 16 89 03		<a href="mailto:lmathieu@uemoa.int">lmathieu@uemoa.int</a>
BURKINA FASO	Commission de l'UEMOA	Félicien ARIGBO	Chargé de la surveillance multilatérale			
BURKINA FASO	Commission de l'UEMOA	Aboubacar SIMPORE	Agent du protocole	+226 70 21 45 10		<a href="mailto:asimpore@uemoa.int">asimpore@uemoa.int</a>
<b>INSTITUTIONS INVITEES</b>						
SENEGAL	BCEAO Siège	Madani TOURE	Adjoint au Directeur des études	+221 - 839 05 00 +221 - 839 45 59	+221 - 823 93 35	<a href="mailto:madtoure@bceao.int">madtoure@bceao.int</a>
MALI	CNUCED	Ricardo MURILLO	Gestionnaire du programme SYGADE	+223 70179200		<a href="mailto:ricardo.mutillo@unctad.org">ricardo.mutillo@unctad.org</a>
MALI	CNUCED	Valentina SANNA	Assistante au bureau régional			<a href="mailto:valentina.sanna@unctad.org">valentina.sanna@unctad.org</a>
GUINEE	Banque centrale de Guinée	Ibrahima KEITA	Cadre à la Direction des statistiques et de la balance des paiements	+224 64 75 33 13 +224 60 34 20 74	+224 30 41 48 38 +222 28 42 29 40	<a href="mailto:keitaibou@yahoo.fr">keitaibou@yahoo.fr</a>
MAURITANIE	Banque centrale de Mauritanie	Sarré Adama Siléye.	Chef de Service des Études Sectorielles	+222 25 29 26	+222 525 27 59	<a href="mailto:sarre@bcm.mr">sarre@bcm.mr</a>
MALI	AFRITAC OUEST	Mme Coumba GUEYE	Conseillère en gestion de la dette et du développement du marché financier		223 20 93 59 74	<a href="mailto:cgueye@imf.org">cgueye@imf.org</a>
MALI	AFRISTAT	Claude JOEGER	Expert macroéconomiste - Chef de Département des Etudes et Synthèses Economiques	+223 - 20 21 55 00 +223 - 20 21 55 80 +223 - 74 49 71 65	+223 - 20 21 11 40	<a href="mailto:claudio.joeger@afriostat.org">claudio.joeger@afriostat.org</a>
MALI	AFRISTAT	Serge Jean EDI	Expert principal macroéconomiste	+223 - 20 21 55 00 +223 - 20 21 55 80	+223 - 20 21 11 40	<a href="mailto:serge.edi@afriostat.org">serge.edi@afriostat.org</a>